



Solidarité avec les Sans Papiers
Non aux discriminations, aux rafles, aux expulsions
Français, immigrés, égalité des droits
Pour la régularisation de tous les Sans Papiers

Manifestons ensemble à Thionville

Le samedi 5 avril 9h30

**Rassemblement à côté du Temple protestant,
à l'entrée du marché**

Manifestation le même jour, à 14h, à Metz
Esplanade avenue Ney

Au nom de la politique du chiffre et des quotas, c'est désormais quotidiennement que les droits de l'homme sont bafoués dans notre pays.

Rien qu'à Thionville et durant le week-end de Pâques, c'est une famille bosniaque, en France depuis trois ans, que la préfecture veut expulser.

Ce sont deux ressortissants du Kosovo que l'on veut renvoyer vers les périls qu'ils ont fuis avec leur famille. Le Kosovo est un pays sûr, les soldats français qui viennent d'être rapatriés parce que blessés lors d'émeutes à Mitrovica peuvent en témoigner !

C'est une femme algérienne, enceinte de 4 mois, expulsée alors qu'elle venait d'introduire une demande d'autorisation de séjour pour raison médicale !

Le ministère de la rafle et du drapeau ainsi que les préfectures ne connaissent ni trêve Pascale ni repos dominical : la sale besogne doit continuer, peu importe si cela brise des vies, empêche de s'aimer, sépare les parents des enfants, les enferme dans les camps de déportation, pudiquement baptisés centre de rétention, comme celui de Metz qui ne désemplit pas. Il faut donc en bâtir un nouveau, plus grand, de préférence à côté de la prison ce qui n'est pas qu'une proximité géographique.

Et pendant ce temps, autour des hôtels où s'entassent les familles de réfugiés, ce sont des contrôles de

plus en plus permanents, le harcèlement policier au quotidien.

Ces mesures répressives, vexatoires, discriminatoires bafouent la convention de Genève sur les droits des réfugiés, la convention européenne des droits de l'homme, la convention internationale des droits de l'enfant.

Laisserons nous faire cela en notre nom ?

Le gouvernement veut entretenir un climat de suspicion et de peur à l'encontre des étrangers et de leur soutien.

Pourquoi ?

En s'attaquant aux droits et libertés des uns, c'est aux droits et libertés de Tous qu'il porte atteinte !

L'immigré « choisi » livré au bon vouloir des employeurs préfigure le code du travail vidé de ses protections pour les salariés.

L'étranger à qui l'on refuse l'aide médicale d'état, c'est le prélude au

démantèlement de la sécurité sociale, des droits sociaux garantis.

Les restrictions à la liberté de circuler des étrangers, les tests ADN, l'intrusion dans la vie privée : surveillance, écoutes, pouvoirs accrus de la police nous concerneront tous (sauf les plus riches) sous divers prétextes : politique sécuritaire, terrorisme mis à toutes les sauces etc...

Ce sont les valeurs fondamentales sur lesquelles repose le « vivre ensemble » dans notre société qui sont mises à mal.

**Ne laissons pas faire, réagissons !
Proclamons notre indignation !
Soyons citoyens actifs, organisons la solidarité !**